

Actualisation de la loi de programmation militaire : nous faisons le choix d'assurer notre défense nationale malgré la tentative de sa prise d'otage par la campagne présidentielle des LR

Les sénatrices et sénateurs du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain (SER) ont adopté le projet de loi visant à l'actualisation de la loi de programmation militaire 2024-2030 et sont mobilisés pour faire aboutir la commission mixte paritaire malgré les mauvais coups portés à nos armées par le groupe Les Républicains.

Le groupe SER a souhaité renforcer nos armées et notre industrie de défense ; proposer des sources de financement et développer le lien Armée-Nation. L'acceptation sociale doit être au cœur de notre défense nationale.

Le financement de nos armées doit être empreint de lucidité et de sincérité.

C'est pourquoi nous avons proposé un amendement, à l'article 2, assurant une trajectoire budgétaire ambitieuse et réaliste de 436 milliards entre 2024 et 2027 soit 36 milliards de plus que l'actuelle trajectoire. Nous saluons son adoption par le Sénat. Nous avons également proposé des amendements pour financer cette croissance, non adoptés malheureusement.

Et nous condamnons la prise en otage de nos armées par la campagne présidentielle des Républicains qui a eu pour conséquence la suppression de l'article 2 et donc de tout financement supplémentaire à notre défense nationale.

Par ailleurs, les sénatrices et sénateurs du groupe SER ont bonifié le texte sur les questions de souveraineté industrielle, sur le plan famille, ou encore sur la Journée de Défense et de Citoyenneté. Nous regrettons le rejet d'une Convention citoyenne Nation-Armée.

A quelques mois de l'élection présidentielle et au lendemain de l'annonce de l'abandon du projet franco-germano-espagnol du SCAF, nous entendons faire des propositions concrètes pour renforcer notre sécurité souveraine - dans une architecture de défense choisie - tant en promouvant la paix que le multilatéralisme.

Enfin, le groupe SER salue le professionnalisme des femmes et des hommes qui, dans l'Hexagone, en Outre-mer et à travers le monde, sont engagés sous notre drapeau ou participent à des opérations des Nations Unies.

Nous continuerons, pour notre part, à défendre une armée forte, des finances publiques sincères et une démocratie respectée. Nous nous attacherons à faire valoir cette position dans le cadre de la prochaine commission mixte paritaire.



Rachid Temal
Sénateur du Val-d'Oise